

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

Nîmes , le 29/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANE

431, rue Philippe Lamour
Zone industrielle
30600 VAUVERT

Références :
Code AIOT : 0006600803

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2022 dans l'établissement UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANE implanté 431, rue Philippe Lamour Zone industrielle 30600 VAUVERT. L'inspection a été annoncée le 21/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UNION DES DISTILLERIES DE LA MEDITERRANE
- 431, rue Philippe Lamour Zone industrielle 30600 VAUVERT
- Code AIOT : 0006600803
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) est spécialisée dans le traitement des sous-produits de la viticulture et notamment :

- la production d'alcools par distillation des résidus solides (marcs) et liquides (lies ou vins),
- la fabrication d'engrais et de composts.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°21-002-DREAL du 7 janvier 2021 et la liquidation de l'arrêté d'astreinte administrative n°2022-008-DREAL du 23 février 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La fiche de constats disponible en partie 2-4 fournit les informations de façon exhaustive pour le point de contrôle. Sa synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi APMD n°21-002-DREAL	AP Complémentaire du 10/01/2014, article 3.13	/	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a pour objectif le suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) n°21-002-DREAL du 7 janvier 2021 et la liquidation de l'arrêté d'astreinte administrative n°2022-008-DREAL du 23 février 2022 qui fait suite à la visite d'inspection menée le 15 décembre 2021.

Pour rappel, sur les 4 non-conformités relevées à l'article 1 de l'APMD n°21-002-DREAL, la précédente visite du 15 décembre 2021 a permis d'en lever 3. La non-levée de la 4ème non conformité a conduit à la signature de l'arrêté d'astreinte administrative n°2022-008-DREAL le 23 février 2022 pour assurer, sans nouvelle dérive dans le temps, la mise en conformité attendue relative à la prévention du risque de propagation d'un incendie au sein de cet établissement et donc d'en limiter les conséquences.

La présente visite du 21 juillet 2022 a permis de contrôler, suite aux justificatifs transmis par l'exploitant le 20/07/2022, que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°21-002-DREAL ainsi que les dispositions instaurant une astreinte administrative sont respectées.

C'est pourquoi, au regard des éléments présentés par l'exploitant et des constats sur le site, l'inspection propose de lever l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°21-002-DREAL et l'arrêté préfectoral rendant redevable d'une astreinte administrative n°2022-008-DREAL, à la date la plus récente des attestations établies, soit le 20 juillet 2022.

L'arrêté préfectoral d'astreinte n°2022-008-DREAL du 23 février 2022 précisant à l'article 1er que l'astreinte prend effet à compter du 15 juillet 2022, le montant de l'astreinte journalière de cent euros (100€) est à calculer sur la période du 15 juillet au 19 juillet 2020, soit sur une durée de 5 jours. Un arrêté préfectoral de liquidation de l'astreinte est ainsi proposé en annexe du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi APMD n°21-002-DREAL

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/01/2014, article 3.13
Thème(s) : Risques accidentels, Risque propagation incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que les eaux utilisées dans le cadre d'un éventuel incendie soient confinées à l'intérieur des limites de l'établissement et ne puissent occasionner une pollution du milieu naturel.</p> <p>Le cas échéant, il doit se doter des équipements nécessaires à la reprise et au traitement de ces effluents (pompes, tuyauteries, capacités de stockages internes ou externes au dépôt, ouvrages d'épuration...). Ces dispositions doivent figurer dans le P.O.I prévu ci-après.</p> <p>Les eaux d'extinction sont maintenues sur le site par la mise en place de trois niveaux de confinement, constitués par la rétention du local qui abrite le stockage tampon d'alcool et la distillerie, puis par le dispositif de relevage, relié à un stockage tampon de 700 m3 et in fine par la mise en place d'un barrage sur le fossé du Vallat de la Reyne.</p> <p>Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 29 octobre 2020, l'inspection a constaté l'absence de moyens pour éviter la propagation d'un incendie via les écoulements depuis les caniveaux du bâtiment de stockage tampon d'alcool et distillerie vers la station de relevage. Ceci constitue une non-conformité à l'article 3.13 de l'APC n°14-003N et fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°21-002-DREAL signé le 7/01/2021, avec une échéance au 7 juillet 2021.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 15 décembre 2021, l'inspection a constaté qu'aucun moyen pour éviter la propagation d'un incendie via les écoulements depuis les caniveaux du bâtiment de stockage tampon d'alcool et distillerie vers la station de relevage n'avait été installé. Ceci constitue un non-respect de la mise en demeure n°21-002-DREAL et fait l'objet d'un arrêté préfectoral mettant en place une astreinte administrative prenant effet à compter du 15/07/2022, afin d'assurer la mise en conformité sur ce point touchant à la sécurité des installations par la maîtrise du risque de propagation d'un incendie tout en tenant compte des justificatifs fournis lors de la visite.</p> <p>Par courriel du 20/07/2022, l'exploitant justifie de sa mise en conformité par la mise en place effective de 6 siphons coupe-feu dans l'atelier de distillation ainsi que de la mise en étanchéité des regards du magasin alcool. Il transmet en ce sens :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'attestation de conformité du 18/07/2022 de ACTI Vauvert (Atelier Chaudronnerie Tuyauterie Industrielle) pour la réalisation de l'étanchéité de la rétention et des regards d'évacuation du magasin alcool ; - l'attestation du 20/07/2022 de HDPI Mavigio pour la pose de 6 siphons coupe feu dans le local distillerie réalisé en commun avec la société MOLTO pour la partie génie civil. - des photos des matériels installés et des travaux réalisés. - la documentation technique du siphon coupe feu installé. <p>Lors de la visite sur site réalisée le 21 juillet 2022, l'inspection constate la réalisation effective de ces travaux, ce qui permet de lever l'arrêté de mise en demeure n°21-002-DREAL et de liquider l'arrêté d'astreinte n°2022-008-DREAL du 23 février 2022 à la date du 20/07/2022. Un projet d'arrêté préfectoral de liquidation de l'astreinte est joint en ce sens en annexe du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée d'astreinte

Nîmes, le

PROJET

Unité Inter-départementale Gard-Lozère

Courriel :

uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTE PRÉFECTORAL n° 2022-XXX-DREAL du XXX-
de liquidation de l'astreinte administrative instaurée par
l'arrêté préfectoral n°2022-008-DREAL à l'encontre de la société
Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) - commune de Vauvert

La préfète du Gard,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L171-6, L171-8-4°, L172-1, L511-1, L512-7 et L514-5 ;
- Vu** le décret du 17 février 2021 nommant Mme Marie-Françoise LECAILLON, préfète du Gard ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 94.037N du 16 mars 1994 réglementant l'exploitation de la distillerie vinicole SICA FINEDOC à Vauvert ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 14-003N du 10 janvier 2014 autorisant diverses modifications d'installations et réglementant l'exploitation des installations de distillation, de stockage de produits distillés, de production de compost, d'engrais et de colorants, exploitées par l'USCA Union des Distilleries de la Méditerranée à Vauvert ;
- Vu** le donner acte du 7 décembre 2016 actant le classement actualisé du site au regard des rubriques de la nomenclature des ICPE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19-057-DREAL du 20 décembre 2019 réglementant l'exploitation des installations de distillations, de stockage de produits distillés, de produit de compost, d'engrais et de colorants, exploités par l'USCA UDM à Vauvert ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 20-148-DREAL du 7 août 2020 portant prescriptions complémentaires pour l' Union des Distilleries de la Méditerranée pour la modernisation et l'augmentation des capacités de production de l'atelier engrais ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 21-001-DREAL du 7 janvier 2021 portant prescriptions complémentaires pour l' Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n° 21-002-DREAL du 7 janvier 2021 mettant en demeure la société Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-008-DREAL du 23 février 2022 rendant redevable d'une astreinte administrative journalière la société Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) pour son site de Vauvert ;
- Vu** le courriel de l'exploitant du 20 juillet 2022 ;
- Vu** le rapport d'inspection de l'inspection des installations classées du XXX faisant suite à la visite sur site du 21 juillet 2022 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté par courrier recommandé du xxxx à la connaissance de l'exploitant ;
- Vu** l'absence de réponse / le courrier d'observations de l'exploitant du xxxx ;

Considérant l'arrêté préfectoral n°21-002-DREAL du 7 janvier 2021 portant mise en demeure de la société Union des Distilleries de la Méditerranée pour son site de Vauvert de se conformer aux dispositions de l'article 3.13, relatif au risque propagation incendie, de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 14-003N du 10/01/2014 susvisé ;

Considérant l'arrêté préfectoral n°2022-008-DREAL du 23 février 2022 rendant redevable d'une astreinte administrative journalière de cent euros (100 €) la société Union des Distilleries de la Méditerranée pour son site de Vauvert jusqu'à satisfaction de la prescription identifiée dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°21-002-DREAL du 7 janvier 2021 susvisé ;

Considérant le courriel de l'exploitant du 20 juillet 2021 informant l'inspection de l'achèvement des travaux touchant à la sécurité des installations par la maîtrise du risque de propagation d'un incendie dans le cadre de la mise en conformité de ses installations sur le site de Vauvert ;

Considérant l'attestation de conformité datée du 18 juillet 2022 transmise dans le courriel du 20 juillet 2020 suscité, établi par ACTI (Atelier Chaudronnerie Tuyauterie Industrielle) et justifiant de la réalisation effective de l'étanchéité de la rétention et des regards d'évacuation du magasin alcool ;

Considérant l'attestation de conformité datée du 20 juillet 2022 transmise dans le courriel du 20 juillet 2020 sus-cité et établi par HDPI justifiant de la pose effective de 6 siphons coupe feu dans le local distillerie réalisé en commun avec la société MOLTO pour la partie génie civil ;

Considérant le constat fait par l'inspection lors de la visite réalisée sur le site de Vauvert le 21 juillet 2022 confirmant la réalisation effective des dits travaux de mise en conformité au niveau du magasin alcool et du local distillerie ;

Considérant dans ces conditions, la justification apportée du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°21-002-DREAL du 7 janvier 2021 ;

Considérant par conséquent la nécessité de lever l'application des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2022-008-DREAL à la date du 20 juillet 2022 et qu'il y a lieu de procéder à la liquidation de l'astreinte imposée ;

Considérant par ailleurs l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral d'astreinte n°2022-008-DREAL précisant que l'astreinte administrative prend effet à compter du 15 juillet 2022 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ;

ARRÊTE

Article 1er – Liquidation de l’astreinte administrative

L’astreinte prise à l’encontre de société Union des Distilleries de la Méditerranée (SIRET n° (SIRET n° 48340524700055) dont le siège social est situé Z.I. Mas Barbet – 431 rue Philippe Lamour 30600 VAUVERT, pour son site situé sur la commune de Vauvert (30), d’un montant journalier de cent euros (100 €) jusqu’à satisfaction des prescriptions identifiées de l’arrêté préfectoral de mise en demeure n°21-002-DREAL du 7 janvier 2021, est liquidée pour la période du 15 juillet 2022 au 19 juillet 2022 , soit un montant calculé comme suit :

- 15 juillet 2022 au 19 juillet 2022 : 5 jours x 100€ = 500€ (cinq cents euros)

À cet effet, un titre de perception de 500 euros (cinq cents euros) est rendu immédiatement exécutoire auprès du directeur régional des finances publiques.

La somme liquidée ne pourra pas être restituée à la société Union des Distilleries de la Méditerranée.

Article 2 – Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, conformément à l’article L. 171-11 du code de l’environnement.

Conformément à l’article R.421-1 du code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NÎMES situé 16 Avenue Feuchères, 30000 Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par voie postale, soit via l’application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr .

En application de l’article L.171-8-II-4° et du dernier alinéa de l’article L.171-8-II-1° du code de l’environnement, l’opposition à l’état exécutoire pris en application d’une mesure d’astreinte ordonnée par l’autorité administrative devant le juge administratif n’a pas de caractère suspensif.

Article 3 - Information des tiers

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de la commune de Vauvert pendant une durée minimum d'un mois : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire concerné.

Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional des finances publiques de la région Occitanie, le directeur régional de l’environnement, de l’aménagement et du logement (DREAL) OCCITANIE - unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de vauvert sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Union des Distilleries de la Méditerranée dont le siège social est situé 54 avenue de Montpellier – 34725 ST-ANDRE-DE-SANGONIS en recommandé avec accusé de réception.

La préfète
Pour la préfète,
Le secrétaire général

Frédéric LOISEAU